

Focus sur la situation des droits de l'Homme au Mali (jeudi 23 mai 2013 de 18h30 à 21h salle BC)

Ousmane DIARRA, président de l'AME (Association Malienne des Expulsés)

AME Bamako- Mali www.expulsesmaliens.info

1. La Démocratie et les Droits fondamentaux dans la crise Malienne ; Mai 2013

Depuis Janvier 2012, le Mali traverse une crise historique qui a secoué tous les fondements socio- économique et politique de la Nation, créant un arrêt brutal du processus démocratique ; et mis à mal la cohésion sociale et la stabilité institutionnelle du pays. A quelques mois des nouvelles élections décisives pour l'alternance politique Malienne et dans le contexte particulier de la non- représentation du Président sortant comme candidat à sa succession ; le soulèvement d'une rébellion au Nord et l'intrusion de l'armée dans le jeu politique ont provoqué de nombreuses violations des droits de l'Homme. Après Mars 1991, le peuple Malien se retrouve encore une fois face au destin avec « problème » Touareg au Nord et la décomposition des responsabilités politiques.

Le MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad) un regroupement indépendantiste armé majoritairement de Kidal a soulevé une rébellion au Nord du pays et ouvert la voie à l'occupation des trois- quart du vaste territoire Malien par d'autres groupes extrémistes pour y appliquer la Charia. En quelques mois la coalition des groupes armés à caractère djihadistes ont déstabilisé la vie socio- politique des populations, entraînant la fuite des agents de l'administration publique et les représentants des collectivités régionales qui avaient la conduite et la gestion des programmes de développement de ces régions. La précarité s'est installée en plus de la dislocation des structures d'encadrement des projets socio- économiques mises en œuvre au Nord par les ONG internationales.

Les pratiques imposées (voile intégrale, mariage ponctuel ou forcé, divers interdits) et les mesures appliquées par la police Islamique (amputation des membres, flagellations et lapidations publiques, etc.) ont fait de nombreuses victimes. Les violences exercées et les violations des droits fondamentaux ajoutées à l'insécurité généralisée qui s'est installée, le manque de nourriture et de médicaments, la destruction des biens privés, la fermeture des écoles et les services publics ont poussé des dizaines de milliers de personnes à fuir vers les pays voisins, et une grande majorité s'est dispersée dans les autres régions du Sud du Mali. Le District de Bamako compte environ 97.000 personnes déplacées selon les estimations OCHA. Des familles sont séparées et plusieurs enfants non- accompagnés figurent au lot des personnes déplacées au Mali et réfugiées hors du pays.

Les témoignages recueillis ont décrit les mouvements de sortie des populations des zones du Nord par les autobus et les camions débordant de civils qui fuient, souvent confrontés dans leur fuite à l'extorsion de fonds aux points de contrôle dressés par les hommes en arme du MNLA. Certaines personnes ont enduré des tracasseries supplémentaires durant le parcours de fuite de la part des convoyeurs des compagnies de transport. Des récits sur d'autres difficultés de parcours jusqu'à Bamako, il ressort que certains individus ou groupe de personnes à « peau claire » ou assimilés aux touaregs ont été plus inquiétés aux check- points de l'Armée Malienne à partir de Kona aux premières heures de la fuite vers le Sud suite à l'occupation de Gao par les hommes du MNLA et Ançar Dine.

En Mars 2012 une mutinerie de l'armée a conduit au coup d'état et la mise en transition des institutions, après une période trouble au niveau politique entre la junte et les diverses factions politiques. La communauté Internationale s'inquiète de l'urgence humanitaire des populations locales au Nord du Mali sous l'occupation Islamiste et les organisations des droits humains rapportent diverses formes de violences commises par les hommes armés au nom de la loi Islamique. Les rapports d'ONG Internationales attestent que « certaines catégories » de personnes ont été descendu des camions chargés de ballots, et durant les fouilles des camions transportant les voyageurs ; des gens ont été amenés par les militaires à l'entrée de Mopti qui était la région charnière entre les deux zones. Des enquêtes sérieuses sur ces allégations doivent être diligentées au nom du droit de Justice et du devoir de vérité qui fondent une société démocratique telle que le Mali se proclame.

Cet épisode a été suivi d'un embargo temporaire décrété par la CEDEAO qui a amplifié psychologiquement la pression économique de la crise sur les populations. Les appréhensions sécuritaires dues au coup d'état par les pays voisins, la rupture d'approvisionnement des populations au Nord et l'augmentation des coûts d'importations des biens de premières nécessités ont conduit des Institutions et des entreprises à délocaliser leurs représentations hors du Mali. Ces facteurs ont occasionné de nombreuses pertes d'emplois et engendré des antagonismes farouches au sein des regroupements socio- politiques ; provoquant une vraie cacophonie sur la gestion rationnelle de la situation de crise sécuritaire installé dans les régions Nord et politico- militaire à Bamako la capitale du Mali. La montée des tensions et la vie chère ont effectivement

impacté sur les populations tandis que les leaders religieux en appellent à faire un front social contre l'extrémisme des clans.

Le citoyen du Nord comme celui du Sud ont perdu les repères des vrais enjeux au profit des communications sur les décisions des instances sous- régionales et internationales ; tandis que les divers fronts socio- politiques à Bamako amplifiaient les antagonismes sur les solutions à apporter face aux défis du retour à la « normalité », la ré- intégrité du territoire et la sécurité, la résolution du « problème » Touareg et la ré-organisation des élections libres transparentes pour la paix au Mali. Les amalgames et les a- priori commencent à poindre le nez.

Plusieurs personnes déplacées sont ainsi arrivées dans les régions au Sud du Mali et les groupes de déplacées sont prise en charge par les associations, les organisations caritatives et les familles « hôtes ». Dans un contexte de crise politique et de rareté des ressources ; les attentes des personnes déplacées ne sont pas satisfaites à la dimension des besoins humanitaires et socio- économiques. Le soutien International devient nécessité au regard des appréhensions sur l'insécurité alimentaire et la montée des tensions communautaires.

La présence des groupes extrémistes armés au Nord et le coup d'Etat du 21 mars 2012 ont été diversement interprétés et impacté sur la cohésion sociale par des divisions parmi les acteurs politiques et des prises de positions antagonistes au sein des mouvements de la société civile. La CEDEAO abrita les pourparlers entre les factions politiques en présence pour la signature d'un Accord à Ouagadougou pour le retour à la normalité et qui convienne à la lecture de la Constitution sur la vacance du pouvoir légitime. Cette initiative permit au Mali d'éviter la création d'un régime militaire. Mais plusieurs voix continuent de demander les assises nationales pour analyser les causes de la crise, ensemble entre Maliens pour trouver les solutions collectivement pensées.

Après les dissensions d'approche sur le soutien militaire pour « sauver » le Mali de l'annexion totale des groupes Djihadistes et pour prévenir l'expansion dans la sous- région ; des initiatives d'actions militaires ont été développées par la communauté internationale. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et la France ont proposé le projet de déploiement d'une force africaine, et la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU valide le 20/12/12 l'intervention militaire au Nord du Mali.

La levée de l'embargo sur les armes et l'aide humanitaire internationale au Mali ont tantôt pris le pas sur les réelles volontés politiques de réunir les forces vives de la Nation autour du pays « malade » ; un Mali cité comme exemple démocratique qui se retrouve avec un Gouvernement de Transition et une Assemblée Nationale à mandat reconduite selon le principe de subsidiarité constitutionnelle ; suite à l'Accord de Ouagadougou.

Les acteurs Internationaux ont conditionné le soutien financier et l'assistance humanitaire à l'adoption d'une approche consensuelle par la classe politique Malienne sur la résolution de la crise ; tandis que des groupements socio- politiques s'organisent pour aller aux Concertations Nationales qui doivent rassembler les fils et filles du pays. Ces voix revendiquaient la recherche de solutions par les Maliens et invitaient les Autorités de Transition à organiser ces assises Nationales pour créer les bases d'un nouveau contrat social entre Maliens.

En janvier 2013 le Gouvernement de Transition du Mali faisait face d'une part aux manifestations populaires pour la tenue des concertations nationales à Bamako dont les enjeux ont affaibli la cohésion sociale, et à l'avancée des troupes Islamistes au delà de la « ligne rouge » vers Sévaré, la porte de passage pour le Sud. Les appréhensions sur la progression effective des groupes armés extrémistes vers Bamako et les diverses rencontres internationales sur la crise sécuritaire auguraient d'une réelle escalade vers le conflit armé au Mali.

Le 11 Janvier 2013 la menace d'une progression des colonnes Djihadistes vers le Sud et sur Bamako a incité l'entrée en guerre par des bombardements aériens de l'Armée Française sur les positions Islamistes et le déploiement des troupes de combat mixtes au sol. Les actions militaires Franco- Maliennes pour libérer les villes occupées ont suscité divers impacts sur les populations en général et sur la cohésion nationale en particulier. Les populations du Sud soutiennent une lutte globale contre tous les « occupants » et assimilent l'offensive militaire à la résolution effective du problème Touareg et n'estiment pas le MNLA comme représentative à poser des conditions; alors que les couches autochtones « peaux claires » (arabes, Touaregs) des régions Nord sont indexées comme « éléments » de soutien aux anciens occupants Islamistes ou stigmatisées comme sympathisantes de la revendication autonomistes dudit MNLA.

Les facteurs de belligérance des parties prenantes au contexte socio- politique Malien produisent diverses conséquences sur les populations et déterminent les enjeux cruciaux de la paix et la justice. Les personnes déplacées et les réfugiés continuent de survivre grâce à la solidarité humanitaire et les échéances d'une libération totale des zones occupées peuvent s'installer dans la longue durée. Les familles « hôtes » d'accueil et les structures d'assistance associatives insistent auprès du Ministère Malien de l'Action Humanitaire et des partenaires Internationaux pour trouver les moyens nécessaires à l'accompagnement des personnes affectées par l'évolution de la crise Malienne. La Communauté des Donateurs se met à la recherche des fonds pour le Mali.

Depuis l'offensive militaire, des incidents d'amalgame sont manifestés par des chasses aux « peaux claires » et qui nourrissent les inquiétudes sur la poursuite d'une justice des vainqueurs au Nord au moment de la reconquête du territoire aux mains des Islamistes. Les besoins d'une sensibilisation des opinions sur les enjeux socio- politiques de la crise au Mali et la communication sur les effets de la « guerre » au niveau des diverses couches des populations sont des axes majeurs de nos réflexions.

Pour les populations maliennes, le sentiment d'avoir été « libérées » par l'intervention militaire française entamée le 11/01/2013 est une réalité. Au lendemain de la libération de Kona, cet engagement militaire soudain a recueilli un large soutien avec des scènes de joie. La compréhension du citoyen Malien ordinaire se situe dans la nécessité de mettre fin à l'avancée des groupes djihadistes que parce que l'armée malienne n'aurait pas pu repousser. La France s'est engagée dans la destruction des forces des groupes armés Djihadistes et avec l'Armée Malienne l'offensive de libération des villes du Nord se poursuit jusqu'à ce jour.

Tandis que les troupes militaires Africaines de la sous- région se déploient sur les fronts, la pression psychologique des Djihadistes diminue mais les menaces sur la sécurité, la stabilité et la coexistence des différentes communautés restent permanentes parmi les populations. Le Gouvernement de transition, la CEDEAO, l'UA et les Nations unies sont à la recherche de solutions de stabilisation permettant d'offrir au Mali une stratégie de sortie de crise qui intègre la sécurisation du territoire, la protection des civils, le dialogue inter-malien inclusif, le redéploiement de l'Etat au Nord et l'organisation d'élections crédibles et non violente.

L'armée Malienne participe aux cotés des forces Françaises à la reprise successive des villes importantes du Nord, Gao et Tombouctou. Dans la région de Kidal, c'est plutôt les forces Françaises et Tchadiennes qui sont présentes sans l'Armée

Maliennes, essentiellement pour poursuivre les combattants Islamistes dans leurs refuges et détruire leurs stocks d'armes, de munitions, d'essence et de vivres. Pour la France, il s'agit bien de « finir le travail », et d'aider le Mali dans le contexte d'une guerre déclarée contre le terrorisme. Néanmoins il reste difficile de savoir à partir de quel moment les capacités des groupes djihadistes auront été suffisamment réduites pour ne pas exposer les populations civiles à des attaques terroristes et permettre le positionnement stratégique des forces de l'actuelle Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma) qui est en cours.

L'opposition entre solution militaire et solution politique face à la crise devient aussi pertinente après l'intervention qu'avant le début des frappes aériennes Françaises à Kona. La sécurisation du Nord est loin d'être acquise et l'Etat demeure absent de la région de Kidal, dont le MNLA revendique le contrôle. Les responsables rebelles font face à des appels à négocier de la part des acteurs internationaux, alors que la légitimité de la représentativité des communautés Touaregs reste à déterminer pour arriver à un dialogue certain et pour construire une paix durable au Nord du Mali. Une recomposition du paysage revendicatif se met en place du côté des occupants de Kidal pour se donner les chances d'être des interlocuteurs valables par rapport aux enjeux nouveaux et solvables pour les négociations parrainées par la Communauté Internationale.

Enfin, le gouvernement de Transition a annoncé et maintient le mois de juillet 2013 pour la tenue de l'élection présidentielle alors que les conditions techniques, politiques, sécuritaires et psychologiques nécessaires ne seront pas réunies. Le réalisme politique devrait conduire les autorités et la Communauté Internationale au bon choix du processus de sortie de crise au Mali en tenant compte des facteurs qui ont amené à cette crise.

Ni la présence prolongée de l'armée française, ni la transformation de la MISMA en mission de stabilisation de l'ONU ne peuvent se substituer à l'immense chantier politique auquel les autorités intérimaires, les acteurs politiques et la société civile doivent prêter l'attention. Les défis se posent au niveau du dialogue politique à Bamako, du dialogue intercommunautaire au Nord, de la formation des membres des forces de sécurité et de défense contre toute exaction et du redéploiement de l'Etat au Nord. Il faut organiser des élections pour asseoir un Gouvernement normal mais pas à n'importe quel prix : le travail de reconstruction sociale doit être entamé, tout comme la fourniture de services sociaux et économiques aux populations du Nord pour favoriser un retour progressif des milliers de déplacés et de réfugiés Maliens. Le rejet de l'opinion publique de négociations avec le MNLA est réel et il faut une forte volonté politique pour combattre les amalgames entre rebelles, terroristes, narcotrafiquants et Touareg ou Arabes. La campagne électorale précipitée ou le passage en force d'une solution exclusive risque d'aggraver encore la fracture du contrat social Malien.

La focalisation de l'opinion nationale et internationale sur la guerre contre le terrorisme ne laisse aucune place à un examen dépassionné des vrais problèmes du Nord. Parmi les causes de la crise, la corruption et le laxisme dans la gouvernance viennent loin devant un problème terroriste, touareg ou même Nord-Sud. La communauté internationale doit permettre aux Maliens de prendre leurs responsabilités devant l'Histoire et construire un processus inclusif. La manière la plus raisonnable et réaliste pour l'Etat de retrouver l'intégrité du territoire et d'y maintenir durablement la sécurité est de trouver un compromis avec les représentants des communautés, de donner des raisons aux populations les plus isolées de se sentir concernées par l'Etat en tenant compte de la vulnérabilité de ces vastes zones frontalières favorables aux mouvements d'armes et de trafics divers et à l'émergence de rebelles.

Il est important et immédiat pour les organisations africaines et l'ONU d'harmoniser leurs positions sur les modalités du processus politique pour une sortie de crise durable au Mali. Le Mouvement rebelle MNLA devra exprimer maintenant les modalités de la participation de ses représentants à un dialogue ouvert sur les vrais problèmes du Nord en renonçant à la lutte armée pour donner des gages réalistes de stabilité aux populations Maliennes en général. La CEDEAO, l'Union africaine (UA), le Conseil de sécurité de l'ONU, la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso et la France doivent communiquer le même message aux dirigeants à Bamako et intégrer les forces vives de la Nation aux recherches de solutions. Pour obtenir une victoire sur le terrorisme, l'extrémisme et le trafic de drogue les partenaires sous-régionaux et les acteurs internationaux doivent adopter de nouveaux mécanismes de sécurité au Mali impliquant tous les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les partenaires du Mali doivent donner une nouvelle impulsion économique dans l'espace sahélo-saharien par des projets de développement transnationaux. Même de tels efforts ne résoudraient pas tout. Il faut le Dialogue inclusif au Mali et la mise en route du processus d'écoute des préoccupations des populations sur la reconstruction de la Nation Malienne ; pour la participation active de tous les Maliens dans le processus de réconciliation intercommunautaire et de retour à la paix durable ; par l'organisation d'espace de débats sur la crise et les voies de solutions. Pour lutter contre les amalgames et briser les murs de méfiance entre les populations, la Communauté Internationale doit inviter les autorités Maliennes à ne pas adopter une approche uniquement sécuritaire et répressive à l'égard des citoyens maliens qui ont adhéré à certains groupes armés, ni exclure les groupes revendiquant la tenue des Concertations Nationales. Nous appelons le Gouvernement de Transition à comprendre les facteurs d'exclusion économique, sociale et culturelle qui ont pu favoriser les divers antagonismes et prendre l'initiative d'un débat public sur la réconciliation dans la société et les leçons à tirer de la crise actuelle. Afin que les Maliens et Maliennes s'approprient les clés de résolution de la crise au Mali.

Par définition, un processus politique inclusif ne doit exclure personne a priori. Ainsi, les mouvements armés, les groupes ethnoculturels de résistance, les associations de la Société civile, les élus, les leaders religieux et coutumiers des régions du Nord, en premier lieu, et ceux des autres régions du Mali, ont tous vocation à prendre part au nécessaire dialogue inter-malien. Car, il faut assurer la prise en compte des intérêts de toutes les populations maliennes sans distinction de race, d'ethnie et de religion dans la reconstruction d'un Etat malien républicain et laïc, dans la restauration de la nation Malienne sur le socle de la justice et la démocratie : C'est le fondement du vivre dans la justice sociale et la Cohésion pour le bien-être de toutes les populations.

Je vous remercie.
Alassane Dicko
Association Malienne des Expulsés
AME Bamako- Mali
ousmanediarrame@yahoo.fr

2. Les effets de la crise politico- sécuritaire sur les Migrations ; Avril 2013

La crise socio- politique au Nord Mali déclenchée en Janvier 2012 a impacté considérablement sur les flux migratoires par les routes de migrations sahélo- saharienne en générale et causé des mouvements « forcés » internes et trans- nationales des populations locales et sur les échanges transfrontalières avec les pays du Maghreb, avec les immigrants résidents et transitant en particulier dans les localités frontalières. Ces populations sont vulnérabilisées par la rigueur de la Charia et affectées par le vécu traumatisant au Nord ; entraînant les fuites dans des conditions qui nécessitent une prise en charge spécifique afin de réduire les effets physiques et moraux de ces tristes expériences migratoires.

Au niveau des populations locales, le nombre personnes déplacées internes avait sensiblement augmenté au point d'enregistrement de Mopti (78 000 selon le HCR en Décembre 2012) et à la frontière Algérienne suite aux préparatifs d'offensive militaires de libération des régions occupées et à la montée en puissance de la présence des groupes armés Djihadistes dans les localités du Nord. Les personnes en mouvements forcés se composent de 3 types de populations ; les arabes et Touaregs résidents au Nord qui s'inquiètent des réactions des militaires Maliens et de la population Noire en cas d'offensives de libération; ensuite les populations locales qui appréhendent les frappes aériennes sur les lieux où les groupes djihadistes commencent à concentrer leurs forces de défense par rapport aux dommages collatéraux et les immigrants sub sahariens qui transitent par les villes du Nord et gravitent autour de la frontière Algérienne dans un mouvement de va- et vient saisonnier.

Des milliers de personnes ont ainsi trouvé le salut dans la fuite vers les pays voisins et dans les autres villes au Sud du Mali ; tandis qu'un nombre important de migrants sont signalées à la suite des personnes affectées par la crise sécuritaire mais n'ayant pas eu les mêmes attentions d'accueil d'urgence pour des individus venant d'un pays ou en proie à la guerre et aux violations des droits.

Ces personnes en situation de « migration forcée » continuent d'être la cibles des arrestations permanentes en Algérie, Maroc et en Mauritanie, depuis janvier 2012 lorsque des centaines de migrants résidents ou en transit temporaire dans les localités frontalières de Tinzawaten, In Halid, Borg El Mocktar, ont été attaqués et prises par les hommes armés des groupes Islamistes. Avec les mesures sécuritaires de la dissémination des postes de contrôles sur les routes et la fermeture des frontières autour du Mali ; ces pays sont devenus véritables prisons à ciel ouvert pour la traque aux éléments infiltrés et continuant ainsi la lutte opportuniste contre les immigrants de Sud. Des informations vérifiables et ponctuelles font état de « migrants pris au piège dans la bande Sahraouie (Kandahar), expulsés du Maroc et refoulés d'Algérie qui se retrouvent en Ping- Pong aux frontières de ce triangle des mouvements migratoires qui ouvrent la voie vers la méditerranée et l'Espagne.

En Mauritanie, les migrants sub sahariens restent la cible des descentes policières dans les foyers et dans les rues des villes et le centre de détention de Nouadhibou devrait être à ses limites d'accueil. Les raisons sécuritaires et l'opportunisme du bail financier de l'UE pour la lutte contre les départs de pirogues vers les Iles Canaries justifient les pratiques d'abus contre les migrants et la violation des Conventions de Genève sur la protection des personnes migrantes fuyant les zones de crise armée. La Mauritanie refuse en permanence l'entrée des refoulés du Maroc sur son territoire mais s'accorde à reconduire aux frontières Sud (Gogui au Mali et Rosso au Sénégal) des dizaines de personnes arrêtées par ses agents sécurité. Certains expulsés des Iles Espagnoles des Canaries se retrouvent souvent parmi les immigrants sub sahariens raflés à Nouadhibou et les cas de refoulement en mer apparaissent dans les récits de ces infortunés migrants comme expériences vécues.

Au Maroc, c'est toujours le durcissement des contrôles routiers et l'impossibilité de franchir la frontière avec l'Algérie. Des mesures sécuritaires contraignantes ont produit l'effet de prolonger le parcours des migrants Sub Sahariens pour atteindre un lieu au Nord du Sahara par le contournement qui aggrave les conditions de trouver un refuge en dehors des circuits de traite humaine et des passeurs. Le Royaume du Maroc ne pouvant pas effectuer les reconduites à la frontière Algérienne fermée ; les immigrants Sub Sahariens sont essentiellement refoulés vers la bande Sahraouie ou la Mauritanie. Les personnes migrantes sont livrées aux aléas du désert.

L'Algérie joue également sur le tableau des mesures sécuritaires avec sa proximité directe avec le Mali entre les craintes de redondance du mouvement Touareg et les infiltrations d'AQMI sur son territoire. Ayant accueilli les premières populations réfugiées du Nord Mali en Mars 2012, cet acteur majeur de la guerre contre le terrorisme a fermé sa longue frontière et ne refoule plus de migrant vers Tinzawaten. Les immigrants sus sahariens arrêtés en Algérie qui ne sont pas Touareg, ne sont pas considérés comme « réfugiés » et ne bénéficient d'aucune protection au regard de la crise. Ils sont incarcérés dans les cellules de police et de la Gendarmerie, souvent jugés pour entrée illégale ou clandestine et mis en prison. Les autorités Algériennes procèdent à des refoulements fréquents de migrants vers la localité Sud de Tamanrasset, les refoulés de nationalité Nigérienne sont autorisés à franchir la frontière et aller vers Agadez. Les autres Sub Sahariens qui se retrouvent dans un convoi de reconduite Algérien doivent parfois payer une somme aux gardes- frontières pour passer au Niger ou se remettre au parcours de cache- cache pour remonter en espérant trouver une « connexion » le long de la frontière Algéro- Malienne et atteindre Tindouf ou Layoune. Voire entrer en Mauritanie.

Au niveau des réfugiés, nos appréhensions se composent des dispositions prises par les pays d'accueil (Mauritanie, Algérie et Burkina Faso) de sécuriser les accès aux sites d'installation. Selon plusieurs états des lieux des organisations humanitaires Internationales; des agents de sécurité ou des services de renseignements sont déployés dans les camps pour dissuader les infiltrations djihadistes ou terroristes. De ce fait les informations actualisées sont difficiles à obtenir sur la situation réelle des réfugiés surtout en Algérie où aucune ONG Occidentale n'est admise. Les inquiétudes s'expriment sur la distribution rationnelle des denrées et des diverses prises en charge sur le plan médical et scolaire des populations Maliennes réfugiés dans ces pays voisins.

La Mauritanie aurait « créé » une commission de gestion des apports alimentaires et médicaux au profit du camp de MBERE mais en réalité des centaines de réfugiés se retrouvent en mendicité dans les rues des villes ; tandis qu'une multitude de personnes « étrangères » au camp bénéficient des dons. Au cours de notre mission d'Avril 2012 dans ce pays, notre équipe a également noté les intentions des autorités locales de faire profiter les populations locales de la solidarité humanitaire. A cet effet la structure sanitaire d'accueil de FASSALA et le Centre de soins de BASSIKNOU (Sud- Est) devraient être entièrement rénovés et dotés en matériels selon les suggestions du Gouverneur et le Maire de la commune d'accueil insistait à chaque fois pour dire qu'il faudrait aussi aider les populations locales.

Pour le Burkina, les appréhensions ne sont pas dans les mêmes dimensions politiques mais les questions sécuritaires prennent des proportions qui inquiètent sur l'accès aux camps installés dans ce pays. Il est vrai que de ce coté le PAM et l'UNICEF coordonnent les lignes de l'alerte précoce sur l'insécurité alimentaire dans cette bande sahélienne et contre la malnutrition des enfants de moins de 7 ans. Mais avec la composition des communautés Touareg réfugiés au Burkina Faso, des craintes d'utilisation d'une base « sociale » n'est pas à exclure pour donner du poids politique au MNLA.

Les frappes Françaises de la mi- janvier 2013 ont entraîné de nouveaux mouvements des populations des zones soumises aux bombes et pour fuir l'offensive des militaires Maliens plusieurs personnes seraient « bloquées » à la frontière Algérienne dans l'impossibilité de franchir les barrières dressées. Ces individus sont estimés en milliers dont la fermeture de la frontière Algérienne maintient en situation d'urgence dans une zone désertique

Pour les déplacées internes il faut noter un grand nombre (75 à 80 000 selon OCHA) ont été contraint de fuir les combats ou qui sont allés en d'autres lieux pour éviter « la justice des vainqueurs » maliens. Les incidents assimilés à un amalgame ciblé sur la peau ou les accoutrements ont aussi incité le déplacement de nombreuses familles Touaregs vers le Burkina Faso. Le saccage des habitations laissées et les pillages des magasins de commerce appartenant à des arabes et Touaregs ont démontré la pertinence d'une communication sur les objectifs des actions militaires et pour la sensibilisation des opinions sur la question Touareg et les voies de résolution politique de la crise.

Nos perspectives suivant l'évolution de la situation dans les zones de conflits et à Bamako :

Comme annoncé, l'AME a soumis aux partenaires le rapport de clôture du projet pilote 2012 et une proposition qui doit faire la suite logique de l'assistance aux personnes migrantes et déplacées en 2013.

Au cours de ce projet pilote, nous nous sommes rendu compte de tous les problèmes psycho-sociaux et sécuritaires auxquels les personnes en situation de migration et déplacées, particulièrement les filles, femmes et enfants victimes des violences sont confrontés durant cette crise. Ainsi, nous allons proposer ce projet pour contribuer à la résolution de ces problèmes qui sont les conséquences des conflits armés au Nord du Mali.

Cela concerne un projet d'accompagnement psycho- médical et d'assistance économique en parallèle avec la mobilisation des associations de base et un plaidoyer institutionnel qui s'intéresse aux personnes qui ont subi des violences suite à la crise à préparer les individus à un retour volontaire dans les pays d'origine et régions du Nord Mali.

Dans les grandes lignes, il s'agit de : Bamako et Nioro du Sahel

- 1. L'accompagnement médico- social, qui vise à accueillir les personnes migrantes refoulées au Mali et à réintégrer les personnes déplacées Maliennes dans leur tissu social local ;
- 2. La réinsertion économique par l'exercice de formation et d'appui à la réalisation d'une activité génératrice de revenus afin de restituer aux migrants et déplacées, le statut de soutien à la famille, à la communauté et au pays.
- 3. La lutte contre les stigmatisations des immigrants et pour la réintégration des personnes déplacées avec la collaboration des associations de base pour le soutien et les partages de bonnes pratiques sociétales durables ;
- 4. La communication sur les effets de la crise sur les populations locales et migrantes ; les impacts pour la liberté de circulation dans l'approche de l'effectivité du protocole de 1979 de la CEDEAO

- 5. Le plaidoyer institutionnel pour l'amélioration de la situation des personnes migrantes et déplacées, surtout la spécificité des violences faites aux femmes et le droit de vérité sur les violations commises.

Pour terminer l'AME a invité ses partenaires Association Malienne des Droits de l'Homme et Amnesty Mali le mercredi 6 février pour une rencontre de travail afin d'élaborer un dossier de communication sur la crise malienne, les effets sur les populations locales (actions militaires et droit international – AMDH) les impacts sur les migrants, déplacés et réfugiés (situation des migrants errants, des camps et des activités d'assistance AME) et les conséquences de la guerre au Nord Mali (amalgame et exécutions extra judiciaires, Amnesty). Nous espérons avancer au mieux avec ce Collectif pour élaborer le rapport d'observations sur la crise Malienne 2013.

Je vous remercie pour votre attention.

Alassane Dicko demonserat@gmail.com expulsesmaliensbasta@yahoo.fr
Association Malienne des Expulsés AME Bamako- Mali www.expulsesmaliens.info